

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 04 avril 2022

Nombre de conseillers

- En exercice : 11
- Présents : 9
- Votants : 11

Convoqué le : 28/03/2022

Affiché le : 28/03/2022

L'an 2022 et le 04 avril à 20h30, le Conseil Municipal de cette Commune, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la salle polyvalente sous la présidence de Monsieur LEOTARD Alexandre, Maire. Les convocations et l'ordre du jour ont été transmis aux conseillers municipaux le 28/03/2022. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 28/03/2022.

Présents : M. LEOTARD Alexandre, M. HASLOUIN Patrick, Mme PILLAVOINE Aude, M. HYAIS Bruno, Mme CLOUSEAU Linda, M. BREUILLARD Alain, M. RICHEL Jacky, M. LEGROS Patrick, M. PIETZAK Patrice,

Absent excusé(e) : Mme FERNANDES Stéphanie donne pouvoir à Alexandre LEOTARD, Mme LEBRETON Marlène donne pouvoir à Jacky RICHEL

Absents :

Secrétaire de séance : Mme PILLAVOINE Aude

Les élus n'ayant fait aucun commentaire sur le compte rendu du conseil municipal du 17 février 2022, il est signé par tous les membres présents.

Le Maire propose aux conseillers de délibérer sur 1 point non-inscrit à l'ordre du jour.
Accepté à l'unanimité.

I. TAUX IMPOSITION 2022

Le conseil municipal décide de ne pas augmenter les taux d'imposition sur la commune pour l'année 2022.

Adopté à l'unanimité.

II. COMPTE DE GESTION 2021 COMMUNE

Le Conseil Municipal accepte le compte de gestion 2021 dressé par le Comptable du Trésor de Malesherbes qui est identique au compte administratif 2021.

Adopté à l'unanimité.

III. COMPTE ADMINISTRATIF 2021 COMMUNE

Monsieur le Maire s'étant retiré, sous la présidence de Mme PILLAVOINE Aude, le Conseil Municipal approuve le compte administratif 2021 qui fait ressortir un excédent de fonctionnement de 59 773.75 € et un déficit d'investissement de 52 626.67 €.

Approuvé par 10 voix pour.

IV. AFFECTATION RESULTAT 2021 COMMUNE

Le Conseil Municipal affecte la somme de 337 728.14 € en section de fonctionnement et 35 721.87 € au 001 de la section investissement.

Approuvé à l'unanimité.

V. BUDGET PRIMITIF 2022 COMMUNE

Le Conseil Municipal examine et vote le budget primitif 2022 qui s'équilibre en dépenses et en recettes aux sommes de :

- **137 600.00 €** en section d'investissement avec un excédent reporté de 35 721.87 €.
 - **554 274.14 €** en section de fonctionnement avec un excédent reporté de 337728.14 €.
- Adopté à l'unanimité.

VI. COMPTE DE GESTION 2021 ASSAINISSEMENT

Le Conseil Municipal accepte le compte de gestion 2021 dressé par le Comptable du Trésor de Malesherbes qui est identique au compte administratif 2021.
Adopté à l'unanimité.

VII. COMPTE ADMINISTRATIF 2021 ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire s'étant retiré, sous la présidence de Mme PILLAVOINE Aude, le Conseil Municipal approuve le compte administratif 2021 qui fait ressortir un excédent de fonctionnement de 9 174.93 € et un excédent d'investissement de 1 917.16 €.
Approuvé par 10 voix pour.

VIII. AFFECTATION DU RESULTAT 2021 ASSAINISSEMENT

Le Conseil Municipal affecte la somme de 72 743.40 € en section de fonctionnement et 10 612.13 € au 001 de la section investissement.

IX. BUDGET PRIMITIF 2022 ASSAINISSEMENT

Le Conseil Municipal examine et vote le budget primitif 2022 qui s'équilibre en dépenses et en recettes aux sommes de :

- 36 997.90 € en section d'investissement avec un excédent reporté de 10 612.13 €.
- 110 873.40 € en section de fonctionnement avec un excédent reporté de 72 743.40 €.

X. APPROBATION RPOS ASSAINISSEMENT 2021

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement 2021 du service Assainissement d'Echilleuses.

XI. REVALORISATION CONSOMMATION ABONNES ASSAINISSEMENT

En raison d'une divergence importante lors de la relève des compteurs d'eau faisant suite à un problème technique, plusieurs abonnés se sont retrouvés avec des factures ne correspondant pas à leur consommation. Le Syndicat des Eaux a donc recalculé et revalorisé le nombre de m3 pour ces compteurs en faisant une moyenne sur les 3 dernières années. L'assainissement étant basé sur la consommation d'eau, le maire propose au conseil d'appliquer la même revalorisation pour les personnes concernées. Une facture rectificative sera émise pour les abonnés concernés.
Adopté à l'unanimité.

XII. REMBOURSEMENT SINISTRE

Le maire rappelle au conseil que lors de l'installation de la clôture de la bâche à incendie de Digny, un incident est survenu et la bâche a été déchirée. Déclaration a été faite auprès de l'assurance et celle-ci nous adresse aujourd'hui un chèque de 203.32 € correspondant au montant de la facture d'eau pour le remplissage de la bâche.

A l'unanimité, le conseil accepte ce chèque qui sera crédité au compte 7788 du budget en cours.

XIII. MODIFICATION DU DROIT PREEMPTION URBAIN (DPU) SUR LE TERRITOIRE DU PUISEAUTIN

Vu les délibérations n° 2017-60 et n° 2017-172 en date des 2 mars et 21 septembre 2017, portant respectivement sur l'instauration et la délégation du DPU sur le Territoire du Puisseautin puis sa modification,

Suite à l'approbation du PLUi des Terres Puisseautines le 14 décembre 2021 et les possibilités offertes de déléguer cette compétence aux communes, la CCPG décide de modifier le droit de préemption urbain tels que défini par la délibération 2017-60 et modifié par la délibération 2017-172 en incluant dans les zones soumises au DPU l'ensemble des zones U et AU du PLUi des Terres Puisseautines.

La CCPG donne délégation aux communes membres pour l'exercice du DPU sur l'ensemble des zones U et AU à l'exception du périmètre de la zone d'activité classée en Ux relevant de la compétence de la CCPG.

Le conseil accepte cette délégation à l'unanimité.

XIV. ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

Afin d'harmoniser le temps de travail dans la fonction publique, l'article 47 de la loi du 06 aout 2019 a abrogé les régimes légaux dérogatoires de travail antérieurs à la loi n° 2001-2 du 03 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique et a imposé aux collectivités territoriales concernées de définir dans un délai d'un an à compter du renouvellement de leurs assemblées délibérantes, de nouvelles règles de travail.

Le conseil adopte à l'unanimité, l'organisation du travail de la collectivité sur la base de 1607 heures pour un agent à temps complet.

XV. TRAVAUX DE MARQUAGE AU SOL ET DEMANDE DE SUBVENTION

Le maire présente au conseil un devis de l'entreprise DICOREP d'un montant de 2 341.57 € TTC pour une prestation de marquage au sol en résine thermoplastique blanche à divers endroits de la commune.

Le conseil approuve le devis de l'entreprise DICOREP d'un montant de 1 951.31 € HT soit 2 341.57 € TTC pour ces travaux et autorise le maire à signer ce devis et déposer une demande de subvention au Département.

XVI. TRAVAUX CLOTURE AIRE DE JEUX

Le maire présente au conseil un devis de l'entreprise OLIVERT PAYSAGE d'un montant de 1 450.80 € TTC pour la réalisation de la clôture de l'aire de jeux.

Le conseil approuve le devis de l'entreprise OLIVERT PAYSAGE d'un montant de 1209 €

HT soit 1450.80 € TTC pour ces travaux et autorise le maire à signer ce devis et déposer une demande de subvention au Département.

XVII. TRAVAUX SUR BATIMENT ANNEXE ECOLE

Le maire présente au conseil 3 devis pour des travaux de maçonnerie à effectuer sur les bâtiments annexe de l'école.

A l'unanimité, le conseil retient la proposition de l'entreprise DUPRE d'un montant de 2 070.00 € TTC et autorise le maire à déposer un dossier de demande de subvention au Département.

XVIII. RETRAIT DE LA COMMUNE DE BORDEAUX EN GATINAIS DE LA CCPG

La commune de Bordeaux-en-Gâtinais a entrepris en juin 2021 les démarches pour quitter la Communauté de communes du Pithiverais Gâtinais (CCPG) au profit de la Communauté de communes des 4 Vallées (CC4V).

Selon la procédure de droit commun, définie à l'article L 5211-19 du code général des collectivités territoriales, l'intégration de la commune à la CC4V est subordonnée à l'accord du conseil communautaire de la CCPG, ainsi qu'à celui des communes membres, dans les conditions de majorités suivantes :

- 2/3 des conseils représentants plus de la moitié de la population OU la moitié des conseils représentant plus des 2/3 de la population,
- Accord de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale.

Le conseil communautaire de la CCPG, au cours de sa séance du 29 mars 2022, s'est prononcé favorablement pour le retrait de la commune de Bordeaux-en-Gâtinais. Il convient donc, pour les communes, de se prononcer à leur tour, dans un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération communautaire.

Le conseil municipal, à l'unanimité approuve le retrait de la commune de Bordeaux en Gâtinais de la CCPG.

XIX. PROTECTION INCENDIE

Suite à la visite de contrôle annuelle des extincteurs et matériel incendie, le technicien a fait remarquer que les blocs autonomes de sécurité n'étaient pas aux normes ou obsolètes dans les locaux de la salle des fêtes et de la ludothèque.

Le maire présente au conseil un devis de l'entreprise CHUBB d'un montant de 1287.02 € HT soit 1544.42 € TTC pour le remplacement des divers blocs de secours.

Le conseil accepte à l'unanimité le devis de l'entreprise CHUBB pour un montant de 1544.42 € TTC.

XX. DIVERS

- Organisation et communication pour les élections,
- Devis Idéoh pour doc PLUi,
- Remerciement Association secrétaires mairie pour subvention,
- Infos sur devenir du site internet suite interruption du fournisseur actuel,
- Rencontre des élus de La Neuville sur Essonne concernant une éventuelle

mutualisation pour l'installation d'une cabine de téléconsultation médicale sur la commune de La Neuville,

- Tour du Loiret – 14 mai – recherche signaleurs volontaires,
- Subventions accordées du Département,
- Erreur sur subvention Sté de chasse,
- Règlement fourrière animale et changement d'adresse,
- Rappel sur constitution des dossiers d'urbanisme,
- Organisation du 8 mai à prévoir avec la présence des enfants,
- Prochain samedi des élus le 23/04/2022,
- Journée d'implantation des copeaux de bois pour l'aire de jeux le 23 avril prochain,
- Samedi 23 avril : organisation d'une journée fleurissement sur la commune,
- Organisation d'une journée de jeux et découverte de la ludothèque pour parents et enfants le 30 avril avec la collaboration de Rog'ants fêtes,
- Signalement de plusieurs bouches à clé désolidarisées : info transmise au syndicat des eaux.

Le maire donne la parole aux adjoints

Bruno HYAIS :

- Informe qu'il s'est inscrit sur 1 formation « filière bois »,

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à **23h25**.

En Mairie, le 04/04/2022

Le Maire, Alexandre LEOTARD